

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en Bresse, le 21 janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHROMECA**

74 Allée des Grandes Combes  
ZI OUEST  
01700 Beynost

Références : 20241016-RAP-S4-2-3

Code AIOT : 0006102015

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement CHROMECA implanté 74 Allée des Grandes Combes - ZI OUEST - 01700 Beynost.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMECA
- 74 Allée des Grandes Combes - ZI OUEST - 01700 Beynost
- Code AIOT : 0006102015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société CHROMECA exploitait, sur le territoire de la commune de Beynost, une installation de chromage par bain relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant bénéficiait, à ce titre, d'un arrêté préfectoral du 26 juin 1990.

Le site de Beynost est désormais un établissement secondaire de l'entreprise CHROMECA de Saint-Etienne (42).

Le site a cessé son activité en 2019, sans toutefois notifier à l'autorité administrative la cessation de cette activité comme le prévoit l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Suite au constat de l'arrêt de toute activité, et en l'absence de notification de la cessation d'activité, il a été imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 :

- la mise en sécurité des installations (sécurisation des accès aux installations, évacuation des bains, produits dangereux et déchets,...) dans un délai de 4 mois ;
- la réalisation de travaux de dépollution complémentaires à ceux imposés par l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2018, devant débuter dans un délai de 3 mois ;
- la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) hors-site dans un délai de 3 mois.

Au regard des résultats d'un diagnostic de pollution réalisé antérieurement sur site, des travaux de dépollution partiels des sols et des eaux souterraines avaient par ailleurs été imposés à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire du 09 octobre 2018.

Une inspection réalisée le 29 septembre 2020 avait permis de constater l'achèvement des opérations de mise en sécurité des installations.

En 2021, l'inspection des installations classées avait été informée, par le propriétaire du bâtiment, de la survenue d'intrusions dans l'usine. Cette situation avait conduit madame la Préfète à prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté de mise en demeure le 06 octobre 2021, suivi de sanctions administratives. Une inspection réalisée sur site le 13 septembre 2022 avait permis de constater que l'exploitant avait fait le nécessaire pour sécuriser les accès du bâtiment.

A ce jour, les travaux de dépollution imposés à l'exploitant n'ont pas été engagés ; une procédure de consignation de la somme nécessaire à l'exécution de ces travaux est en cours à l'encontre de la société CHROMECA.

De fait, la procédure de cessation d'activité au titre de la réglementation des ICPE n'est pas clôturée ; la société CHROMECA reste par conséquent responsable à ce titre de la sécurité du bâtiment.

Par courriel du 12 septembre 2024, la commune de Beynost a informé madame la Préfète de nouvelles intrusions dans l'usine. L'exploitant en a été avisé par l'inspection des installations classées par courriel du 19 septembre 2024.

Une inspection réalisée le 16 octobre 2024 a permis de constater que plusieurs portes du bâtiment étaient ouvertes, conduisant madame la Préfète à mettre en demeure la société CHROMECA de sécuriser les accès au bâtiment, par arrêté préfectoral du 19 novembre 2024.

Par courriel du 15 novembre 2024, la société CHROMECA a transmis à l'inspection des installations classées des photographies suite à des travaux de maçonnerie visant à murer les ouvertures du bâtiment.

Une inspection a été réalisée sur site le 16 janvier 2025 afin de vérifier si les travaux réalisés sont de nature à garantir la sécurisation du bâtiment.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection sur site a permis de constater que les travaux de mise en sécurité réalisés sont de nature à prévenir les intrusions de tiers dans le bâtiment.

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Mise en sécurité</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> La société CHROMECA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 relatives à l'interdiction et la limitation d'accès à ses installations de Beynost, sous un délai maximal d'une semaine.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que les ouvertures du bâtiment ont été sécurisées afin de prévenir toute intrusion. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les fenêtres et la porte des bureaux ont été murées ;</li> <li>• les portails ont été soudés ;</li> <li>• les extractions d'air en façade ont été condamnées par des tôles.</li> </ul> <p>En outre, des barrières type « Heras » ont été installées à l'arrière du site pour prévenir les dépôts de déchets par des tiers.</p> <p><b>Par conséquent, la société CHROMECA a respecté les termes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2024 ; lequel pourra être levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure